



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**Recueil spécial 188.2020 - édition du 10/09/2020**



**ARRÊTÉ N°2020 – 584**  
**PORTANT FERMETURE TEMPORAIRE DE LA CRÈCHE « LA CANTARELLA » SITUÉE AU  
116 AVENUE SAINTE-MARGUERITE A NICE**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L.214-1 ;

**VU** le code de la santé publique et notamment son article L.2324-3 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le code pénal ;

**VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1<sup>er</sup> ; ensemble la décision n°2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;

**VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 50 ;

**VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de Covid-19 ;

**VU** l'avis de l'ARS du 8 septembre 2020 ;

**VU** l'urgence ;

**CONSIDÉRANT** le passage en zone rouge « zone de circulation active » du virus du département des Alpes- Maritimes le 27 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la présence d'un cas avéré identifié parmi le personnel au sein de la crèche « la Cantarella » ;

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble des mesures barrières n'ont pas été respectées au sein de la crèche « la Cantarella » ;

**CONSIDÉRANT** que les autres membres du personnel de la crèche « la Cantarella » sont identifiés comme cas contacts par l'ARS ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes :

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** l'activité de la crèche « la Cantarella » située au 116 avenue Sainte-Marguerite 06000 Nice est suspendue du 4 septembre au 15 septembre 2020 inclus.

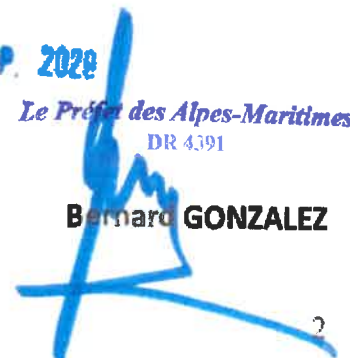
**Article 2 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3 :** le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Nice, la directrice départementale de la sécurité publique, le président du Conseil départemental, le directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

3 SEP. 2020

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
DR 4391

Bernard GONZALEZ



**ARRÊTÉ N°2020 – 585**  
**PORTANT OBLIGATION DU PORT DU MASQUE SUR LA TOTALITÉ DU TERRITOIRE DE CERTAINES  
COMMUNES DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le code pénal ;

**VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1<sup>er</sup>; ensemble la décision n°2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;

**VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-524 du 20 août 2020 portant obligation du port du masque dans certains espaces publics du département des Alpes-Maritimes. ;

**VU** l'avis de l'agence régionale de santé en date du 7 septembre 2020 ;

**VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de Covid-19 ;

**VU** l'urgence ;

**CONSIDÉRANT** le passage en zone rouge « zone de circulation active » du virus du département des Alpes- Maritimes le 27 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que nonobstant les mesures nationales imposant le port du masque dans certains établissements recevant du public depuis le 20 juillet 2020 et l'arrêté préfectoral du 20 août 2020, pris en collaboration avec les maires, imposant le port du masque dans certains espaces publics des Alpes-Maritimes, le taux d'incidence est en augmentation constante s'élevant ce jour à 123 pour 100 000 habitants;

**CONSIDÉRANT** que la rentrée scolaire et universitaire favorise le brassage des populations et la circulation du virus ; que, de plus, la population étudiante jeune, susceptible d'être asymptomatique, risque de transmettre le virus à son entourage ;

**CONSIDÉRANT** la présence de plusieurs zones présentant une forte concentration de personnes dans les communes de Menton, Roquebrune-Cap-Martin, Beausoleil, Nice, La Trinité, Carros, Saint-Laurent-du-Var, Cagnes-Sur-Mer, Villeneuve-Loubet, Antibes, Vallauris, Valbonne, Vence, Mougins, Le Cannet, Cannes, Mandelieu-la-Napoule, Grasse où les règles de distanciation physique ne peuvent être garanties ;

**CONSIDÉRANT** donc qu'afin de réduire les risques de transmission du virus de la Covid-19, il y a lieu de rendre obligatoire le port du masque de protection à toute personne de onze ans et plus sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public dans les communes précitées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'imposer, par souci de lisibilité et de cohérence, le port du masque sur la totalité de l'espace public, des lieux publics et/ou accessibles au public des communes où il existe plusieurs zones à fort risque de contamination ;

**CONSIDÉRANT** en outre les informations transmises par les maires du département faisant état de zones importantes de concentration de public dans certains secteurs de leurs communes ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes :

## ARRÊTE

**Article 1 :** à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et, pour une durée d'un mois, toute personne de onze ans ou plus doit porter un masque de protection lorsqu'elle accède sur l'espace public, les lieux publics et/ou accessibles au public dans les communes ou secteurs de communes identifiés en annexe.

**Article 2 :** le port du masque est obligatoire dans les communes ou secteurs de communes identifiées en annexe de 8 heures à 1 heure.

**Article 3 :** le port du masque est, en outre, obligatoire sur les marchés, foires, brocantes et vides greniers du département des Alpes-Maritimes en milieu couvert ou en plein air .

**Article 4 :** l'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 5 :** l'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes pratiquant des activités physiques ou sportives. Les personnes pratiquant une activité sportive doivent néanmoins être en possession d'un masque afin de le porter systématiquement dès qu'ils cessent leur activité sportive et se trouvent à l'arrêt et à proximité de piétons dans les communes et secteurs de communes listés en annexe et dans la plage horaire prévue à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 6 :** l'arrêté n°2020-524 du 20 août 2020 portant obligation du port du masque dans certains espaces publics du département des Alpes-Maritimes est abrogé.

**Article 7 :** les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :** le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L3136-1 du code de la santé publique.

**Article 9 :** transmission du présent arrêté sera faite au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nice et à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Grasse.

**Article 10** la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 11** : le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, la sous-préfète de Grasse, le sous-préfet de Nice-Montagne, les maires, la directrice départementale de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur général de l'agence régionale de santé sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

*Le Préfet des Alpes-Maritimes*  
DR 4391

10 SEP. 2020

  
**Bernard GONZALEZ**

**Annexe à l'arrêté n°2020 - 565 portant obligation du port du masque sur la totalité du territoire de certaines communes du département des Alpes-Maritimes**

Le port du masque est obligatoire sur l'intégralité de l'espace public, des lieux publics et/ou accessibles au public des communes suivantes :

- Nice
- Cannes
- Antibes
- Cagnes sur mer
- Grasse
- Le Cannet
- Menton
- Saint-Laurent-du-Var
- Vallauris
- Mandelieu-la-Napoule
- Mougins
- Vence
- Villeneuve-Loubet
- Beausoleil
- Valbonne
- Roquebrune-Cap-Martin
- Carros
- La Trinité

Le port du masque est obligatoire uniquement dans les périmètres ou les zones indiqués des communes suivantes :

- BIOT :
  - Lors des événements organisés sur la voie publique et notamment dans l'espace de plein air du Jardin Frédéric Mistral ;



- **COLOMARS :**

- Secteur incluant la base de loisirs du Fort Casal jusqu'à la place de la Madone incluse, sur l'axe principal du village (Route d'Aspremont, Rue Curti, Rue Augier) ;
- Secteur de la Manda (bordure de la RM6202) ;

- **EZE :**

- Rue du Barri ;
- La placette ;
- Rue Principale ;
- Rue du Malpas ;
- Rue du Burnou ;
- Rue de la Pise ;
- Impasse des Sarrazins ;
- Carriera Plana ;
- Rue de la Paix ;
- Rue du Brec ;
- Rue de l'Église ;
- Rue du Château ;
- Place du Centenaire ;
- Musée salle d'exposition ;
- Avenue du Jardin exotique.

- **LA GAUDE :**

- Zone commerciale des Nertières ;

- **SAINT-JEANNET :**

- Dans la zone urbaine du Quartier du Peyron délimitée par :

- l'ensemble des commerces et de la voirie, se trouvant entre le carrefour Route de Gattières/Chemin de la Billoire jusqu'au carrefour du Peyron et, du carrefour du Peyron jusqu'au carrefour du Clos.

- Lors des évènements organisés sur la voie publique et notamment Place de l'Eglise, Place Sainte-Barbe, Rue Sainte-Barbe, Place du Planestel, Rue du Château, Rue de la Mairie et Rue de la Croix.

**ARRÊTÉ N°2020 – 586**  
**PORTANT SUSPENSION DE L'ACCUEIL DES ENFANTS DANS UNE CLASSE DE  
L'ÉCOLE ELEMENTAIRE GARBEJAÏRE À VALBONNE**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de la santé publique et notamment son article L.2324-3 ;
- VU** le code de la sécurité intérieure ;
- VU** le code pénal ;
- VU** le code de l'éducation ;
- VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1<sup>er</sup> ; ensemble la décision n°2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;
- VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 50 ;
- VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de Covid-19 ;
- VU** l'avis de l'ARS du 8 septembre 2020 ;
- VU** l'avis du maire de Valbonne;
- VU** l'urgence ;

**CONSIDÉRANT** le passage en zone rouge « zone de circulation active » du virus du département des Alpes- Maritimes le 27 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la présence de cas avérés identifiés parmi les enfants et le personnel de la classe de petite section/moyenne section de Mme Demenge au sein de l'école maternelle Garbejaire à Valbonne ;

**CONSIDÉRANT** qu'il existe un risque de contagion et qu'il y a nécessité de prescrire un confinement à domicile des élèves et du personnel de la classe précitée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prévenir les risques de propagation de l'épidémie de Covid-19 au sein de l'école maternelle Garbejaire et de la commune ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur avis de Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes :

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** l'accueil des enfants au sein de la classe de petite section/moyenne section de l'école maternelle Garbejaire située 126 avenue Georges Pompidou 06550 Valbonne est suspendu jusqu'à nouvel ordre à compter du 10 septembre.

**Article 2 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** : le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Valbonne, le commandant le groupement de gendarmerie départementale, le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

10 SEP. 2020  
*Le Préfet des Alpes-Maritimes*

  
Bernard GONZALEZ

ARRÊTÉ N°2020 – 587  
PORTANT SUSPENSION DE L'ACCUEIL DES ENFANTS DANS UNE CLASSE DE  
L'ÉCOLE MATERNELLE GACHON À VALLAURIS

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de la santé publique et notamment son article L.2324-3 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le code pénal ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1<sup>er</sup> ; ensemble la décision n°2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;

**VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 50 ;

**VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de Covid-19 ;

**VU** l'avis de l'ARS du 8 septembre 2020 ;

**VU** l'avis du maire de Vallauris ;

**VU** l'urgence ;

**CONSIDÉRANT** le passage en zone rouge « zone de circulation active » du virus du département des Alpes- Maritimes le 27 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la présence de cas avérés identifiés parmi les enfants et le personnel de la classe de grande section de Mme Clergué au sein de l'école maternelle Gachon à Vallauris ;

**CONSIDÉRANT** qu'il existe un risque de contagion et qu'il y a nécessité de prescrire un confinement à domicile des élèves et du personnel de la classe précitée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prévenir les risques de propagation de l'épidémie de Covid-19 au sein de l'école maternelle Gachon et de la commune ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur avis de Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes :

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** l'accueil des enfants au sein de la classe de grande section de l'école maternelle Gachon située place Marie Louise Gachon 062220 Vallauris est suspendu jusqu'à nouvel ordre à compter du 10 septembre.

**Article 2 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** : le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Vallauris, le commandant le groupement de gendarmerie départementale, le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

*Le Préfet des Alpes-Maritimes* 10 SEP 2020

**Bernard GONZALEZ**



**ARRÊTÉ N°2020 – 588**  
**PORTANT SUSPENSION DE L'ACCUEIL DES ENFANTS DANS TROIS CLASSES DU**  
**GROUPE SCOLAIRE ÎLE VERTE SITUÉ 2555 ROUTE DE BIOT À VALBONNE**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de la santé publique et notamment son article L.2324-3 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le code pénal ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1<sup>er</sup> ; ensemble la décision n°2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;

**VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 50 ;

**VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de Covid-19 ;

**VU** l'avis de l'ARS du 8 septembre 2020 ;

**VU** l'avis du maire de Valbonne ;

**VU** l'urgence ;



**CONSIDÉRANT** le passage en zone rouge « zone de circulation active » du virus du département des Alpes- Maritimes le 27 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la présence de cas avérés identifiés parmi les enfants et le personnel de la classe de petite section/moyenne section de Mmes Albinet et Mazerat, de la classe petite section/moyenne section de Mme Houet, de la classe de CM2 de Mme Dinault au sein du groupe solaire île verte à Valbonne ;

**CONSIDÉRANT** qu'il existe un risque de contagion et qu'il y a nécessité de prescrire un confinement à domicile des élèves et du personnel des classes précitées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prévenir les risques de propagation de l'épidémie de Covid-19 au sein du groupe scolaire et de la commune ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur avis de Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes :

## **ARRÊTE**

**Article 1** : l'accueil des enfants au sein des classes, mentionnées ci-dessous, du groupe scolaire île verte situé 2555 route de Biot 06550 Valbonne est suspendu jusqu'à nouvel ordre à compter du 10 septembre :

- classe de petite section/moyenne section de Mmes Albinet et Mazerat ;
- classe petite section/moyenne section de Mme Houet ;
- classe de CM2 de Mme Dinault.

**Article 2** : la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** : le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Valbonne, le commandant le groupement de gendarmerie départementale, le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

*Le Préfet des Alpes-Maritimes* **10 SEP. 2020**  
DR 4391

  
**Bernard GONZALEZ**



**ARRÊTÉ N°2020 – 589**  
**PORTANT SUSPENSION DE L'ACCUEIL DES ENFANTS DANS UNE CLASSE DE  
L'INSTITUT PRIVE SAINTE-MARIE DE CHAVAGNES À CANNES**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de la santé publique et notamment son article L.2324-3 ;
- VU** le code de la sécurité intérieure ;
- VU** le code pénal ;
- VU** le code de l'éducation ;
- VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1<sup>er</sup> ; ensemble la décision n°2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;
- VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 50 ;
- VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de Covid-19 ;
- VU** l'avis de l'ARS du 8 septembre 2020 ;
- VU** l'avis du maire de Cannes ;
- VU** l'urgence ;

**CONSIDÉRANT** le passage en zone rouge « zone de circulation active » du virus du département des Alpes- Maritimes le 27 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la présence de cas avérés identifiés parmi les enfants et le personnel de la classe de petite section au sein de l'institut privé Sainte-Marie de Chavagnes à Cannes ;

**CONSIDÉRANT** qu'il existe un risque de contagion et qu'il y a nécessité de prescrire un confinement à domicile des élèves et du personnel de la classe précitée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prévenir les risques de propagation de l'épidémie de Covid-19 au sein de l'institut privé Sainte-Marie de Chavagnes et de la commune ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur avis de Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes :

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** l'accueil des enfants au sein de la classe de petite section de l'institut privé Sainte-Marie de Chavagnes situé avenue Windsor 06400 Cannes est suspendu jusqu'à nouvel ordre à compter du 10 septembre.

**Article 2 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** : le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Cannes, la directrice départementale de la sécurité publique, le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

*Le Préfet des Alpes-Maritimes*  
OR 4391 10 SEP. 2020

**Bernard GONZALEZ**



**ARRÊTÉ N°2020 - 590**  
**PORTANT SUSPENSION DE L'ACCUEIL DES ENFANTS DANS UNE CLASSE DE L'ÉCOLE  
ÉLÉMENTAIRE DE SOSPEL SITUÉE BOULEVARD JULES FERRY À SOSPEL**

**Le Préfet des Alpes-Maritimes**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de la santé publique et notamment son article L.2324-3 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le code pénal ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1<sup>er</sup> ; ensemble la décision n°2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;

**VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 50 ;

**VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de Covid-19 ;

**VU** l'avis de l'ARS du 9 septembre 2020 ;

**VU** l'avis du maire de Sospel;

**VU** l'urgence ;

**CONSIDÉRANT** le passage en zone rouge « zone de circulation activé » du virus du département des Alpes- Maritimes le 27 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** la présence de cas avérés identifiés parmi les enfants et le personnel de la classe de CE1 B de Madame Bernardo au sein de l'école élémentaire de Sospel ;

**CONSIDÉRANT** qu'il existe un risque de contagion et qu'il y a nécessité de prescrire un confinement à domicile des élèves et du personnel des classes précitées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prévenir les risques de propagation de l'épidémie de Covid-19 au sein du groupe scolaire et de la commune ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur avis de Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes :

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** l'accueil des enfants au sein de la classe de CE1 B de l'école élémentaire de Sospel située boulevard Jules Ferry 06380 Sospel est suspendu jusqu'à nouvel ordre à compter du 10 septembre.

**Article 2 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** : le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Sospel, le commandant le groupement de gendarmerie départementale, le directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

10 SEP. 2020  
*Le Préfet des Alpes-Maritimes*  
N° 4091

  
**Bernard GONZALEZ**



S O M M A I R E

Prefecture des Alpes-Maritimes.....	2
Direction des Securites.....	2
Securite publique.....	2
AP 2020.584 Nice av. Ste Marguerite ferm.temp.creche Cantarella..	2
AP 2020.585 Oblig.port masque total.territoire cert.communes AM..	4
AP 2020.586 Valbonne Ecole Garbejaire susp.acc.enf.1 classe.....	10
AP 2020.587 Vallauris Ecole Mat.Gachon susp.acc.enf.ds 1 classe..	13
AP 2020.588 Valbonne rte Biot GS Ile Verte susp.acc.enf.3 cl.....	16
AP 2020.589 Cannes IP Ste Marie Chavagnes susp.acc.enf.1cl.....	19
AP 2020.590 Sospel E.E Sospel Bd J.Ferry susp.acc.enf.1 cl.....	22

## Index Alphabétique

AP 2020.584	Nice av. Ste Marguerite ferm.temp.creche Cantarella..	2
AP 2020.585	Oblig.port masque total.territoire cert.communes AM..	4
AP 2020.586	Valbonne Ecole Garbejaire susp.acc.enf.1 classe.....	10
AP 2020.587	Vallauris Ecole Mat.Gachon susp.acc.enf.ds 1 classe..	13
AP 2020.588	Valbonne rte Biot GS Ile Verte susp.acc.enf.3 cl.....	16
AP 2020.589	Cannes IP Ste Marie Chavagnes susp.acc.enf.1cl.....	19
AP 2020.590	Sospel E.E Sospel Bd J.Ferry susp.acc.enf.1 cl.....	22
Direction des Securites.....		2
Prefecture des Alpes-Maritimes.....		2